

The European Commission's Expert Groups: Adapting to the Contestation of Expertise

By Elissaveta Radulova, Johanna Breuer, and Aneta Spendzharova

I. Introduction

"*The European Commission's Expert Groups: Adapting to the Contestation of Expertise*" a été collaborativement rédigé par trois chercheuses, chacune apportant son expertise distinctive dans le domaine de la gouvernance européenne. Elissaveta Radulova, professeure associée à l'Université de Maastricht et détentrice d'un doctorat, est renommée pour ses recherches approfondies sur la bonne gouvernance dans divers contextes, notamment au sein de l'Union européenne. Ses travaux se concentrent sur l'analyse des processus de consultation publique et d'agrégation des intérêts au sein du système réglementaire européen, ainsi que sur l'utilisation stratégique de l'expertise par les décideurs politiques.

Johanna Breuer, doctorante au Département des sciences politiques et sociales, se spécialise dans l'étude de l'intégration européenne. Son travail de thèse approfondi explore en particulier le budget de l'UE et les mécanismes de gouvernance réglementaire, tout en examinant les évolutions de l'architecture de supervision de l'UE et de la zone euro. Son expertise complète celle de Radulova en mettant en lumière l'importance de l'expertise dans les processus décisionnels européens, notamment en ce qui concerne les questions de financement durable et de transition écologique.

Aneta Spendzharova, également membre du Département de science politique de l'Université de Maastricht, apporte une perspective enrichie par son doctorat en science politique de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Son domaine de recherche principal porte sur les réformes de la réglementation financière dans l'UE à la suite de la crise financière mondiale de 2008, mettant en lumière les préférences réglementaires des États membres. En combinant leurs compétences respectives, ces trois chercheuses offrent une analyse rigoureuse et diversifiée des enjeux relatifs à la gouvernance des groupes d'experts au sein de la Commission européenne.

II. Résumé du point de l'article

Dans l'article intitulé "*The European Commission's Expert Groups: Adapting to the Contestation of Expertise*", les institutions politiques européennes ont effectué des ajustements majeurs à leurs structures de groupes d'experts pour faire face à la montée de la contestation de leur légitimation dans le contexte actuel de la "post-vérité". Ce dernier remet en question les hypothèses concernant l'apport bénéfique des groupes d'experts dans la création des politiques. Leur étude se concentre sur la Commission Européenne en raison de son rôle essentiel dans la création de l'agenda de l'Union Européenne, ainsi que de sa capacité à se baser principalement sur les avis d'experts lorsqu'elle élabore des lois ou des propositions de politique. Selon les auteurs, l'incorporation d'experts facilite une analyse approfondie des diverses options, et une meilleure qualité de décision adoptées permettant ainsi d'assurer la légitimité. Grâce à cet effet grandissant de légitimité, les experts sont devenus des éléments clés dans la gouvernance contemporaine. Cependant, ceci a été critiqué notamment concernant la position d'autorité des experts et les arguments contre-argumentés fondés sur des données probantes avec des « faits alternatifs ». L'enjeu souligné est la nécessité pour les décideurs politiques de trouver des solutions à des problèmes de plus en plus complexes et diversifiés. Face à cela, l'expertise est devenue cruciale pour éclairer les décisions politiques. Ceci inclut l'intégration sociale mais aussi la protection des infrastructures critiques contre les cyberattaques.

L'hypothèse centrale de l'article argumente que la Commission européenne, confrontée à une contestation de plus en plus marquée de l'expertise et des conseils d'experts dans le contexte actuel politique contemporain, mène des ajustements de ses structures de groupes d'experts. Cela dans le but de renforcer la légitimité, la transparence et l'efficacité de son processus décisionnel. L'objectif de cette étude est d'analyser l'évolution opérée par la Commission pour faire face à ces défis et d'évaluer dans quelle mesure les groupes d'experts parviennent à

répondre de manière adéquate aux préoccupations des différentes parties prenantes, en mettant particulièrement l'accent sur les risques de captation par des intérêts particuliers et la représentativité de la diversité des points de vue.

Afin de soutenir cette déclaration, les chercheurs mènent une recherche basée sur des données primaires et des analyses documentaires. Leur enquête se focalise sur les modifications apportées par la Commission européenne à ses cabinets d'experts, en mettant l'accent sur les modifications structurelles et les mécanismes mis en place pour faire face à la contestation de l'expertise entre 2013 et 2018. Les résultats de cette étude soulignent les changements apportés par la Commission européenne à ses structures de groupes d'experts pour mieux faire face aux défis actuels. Ces modifications sont cruciales pour garantir une prise de décision éclairée et légitime au sein de l'Union européenne, selon les chercheurs. En outre, ils offrent des points de vue sur l'adaptation des institutions européennes à un contexte politique en évolution, caractérisé par des contestations croissantes et des exigences accrues de transparence et de responsabilité. En conclusion, l'article explore en détail la réaction de la Commission européenne à la contestation de l'expertise en ajustant ses groupes d'experts, en mettant en évidence les défis rencontrés, l'hypothèse sous-jacente, la méthodologie utilisée et les résultats obtenus par les chercheurs.

III. Méthode utilisée

Le groupe d'experts de la Commission européenne a été étudié en profondeur par les auteurs de l'étude en utilisant une méthodologie variée. En premier lieu, ils ont réalisé une étude documentaire. Il a été nécessaire d'examiner les documents officiels de la Commission européenne tels que les règlements, les rapports et les directives liés aux groupes d'experts. Grâce à cette étude documentaire, les auteurs ont pu saisir les changements structurels et les mesures prises par la Commission afin de renforcer la transparence et la légitimité de ces groupes. En analysant ces documents, les écrivains ont repéré les modifications dans la structure, le fonctionnement et les buts des équipes d'experts.

Par la suite, les auteurs ont extrait des informations initiales des registres des groupes d'experts de la Commission européenne pour étudier la composition, les activités et les changements de ces groupes sur une période spécifique. Les données initiales ont été d'une grande valeur pour comprendre les tendances et les modifications effectuées dans le système des groupes d'experts. En utilisant ces informations, les auteurs ont pu constater de manière empirique les évolutions qui ont eu lieu au sein des groupes d'experts au fil du temps.

Finalement, les écrivains ont réalisé des entrevues avec des personnes importantes qui sont représentées dans les groupes d'experts de la Commission européenne. Grâce à ces entretiens, il a été possible de recueillir des points de vue internes sur les processus de prise de décision, les difficultés rencontrées et les réponses fournies par l'institution face à la contestation de l'expertise. Ils ont apporté des informations supplémentaires sur la composition, l'action et l'influence des groupes d'experts au sein de la Commission afin de faire face à la contestation de l'expertise. Les auteurs ont pu mettre en évidence les ajustements effectués et les réponses fournies par l'institution face aux défis actuels liés à l'expertise en utilisant les indicateurs sélectionnés.

Dans cette recherche, la méthode se base sur deux niveaux d'analyse différents. Tout d'abord, une étude approfondie des évolutions visuelles dans le paysage des groupes d'experts de la Commission européenne, puis une analyse approfondie des dynamiques microscopiques au sein de deux groupes d'experts spécifiques. Grâce à cette méthode, il est possible d'analyser de manière régulière les possibilités d'adaptation du système des groupes d'experts de la Commission face à une contestation croissante de leur expertise. Le système des groupes d'experts dans son ensemble est examiné dans la première partie de l'étude en utilisant des documents de la Commission, des données quantitatives provenant du Registre des groupes d'experts de la Commission, des entretiens et la littérature académique existante. Les informations statistiques concernant la quantité et la composition des groupes d'experts sont issues d'études précédentes et notamment ceux de Larsson, Murk, Gornitzka, Sverdrup et Metz. Les dynamiques microscopiques de deux groupes d'experts spécifiques, choisis en fonction de leur intérêt sociétal élevé et de leur exposition médiatique, sont examinées dans la deuxième partie de l'étude. Les groupes d'experts sélectionnés prodiguent des conseils dans des domaines économiques cruciaux qui abordent des questions très spécialisées et complexes, ce qui entraîne une forte contestation structurelle. Le Registre des groupes d'experts de la Commission est utilisé pour choisir les études de cas en se basant sur des critères de recherche précis et en excluant les groupes spécialisés ou trop étroitement techniques.

IV. Points notables

Plusieurs points notables ont été développés dans cette étude. Tout d'abord quelques indicateurs comme le rapport de la Commission européenne avec les groupes d'experts. En effet, il est expliqué que tout au long de l'intégration européenne la Commission a systématiquement eu recours à des conseils d'experts externes. Son effectif permanent d'environ 33 000 fonctionnaires est conseillé par 23 491 experts répartis dans 770 groupes d'experts. La Commission est donc une organisation bureaucratique relativement petite, qui doit répondre aux "exigences fonctionnelles d'une Communauté européenne en expansion constante pour l'information technique et l'expertise" et dépend donc des contributions des experts externes. Les auteurs soulignent donc que malgré sa taille relativement petite en terme de personnel, la Commission européenne a une dépendance significative à l'égard des conseils d'experts externes pour répondre aux demandes croissantes d'informations techniques et d'expertise dans le cadre de l'intégration européenne.

Il est aussi développé que l'analyse des registres des groupes d'experts de la Commission européenne révèle une tendance marquée à l'augmentation du nombre de ces groupes depuis l'année 1985. Cette évolution quantitative souligne l'importance croissante de l'expertise externe dans le processus décisionnel de la Commission. L'examen des données sur la période s'étendant de 1985 à 2018 révèle une croissance continue du nombre de groupes d'experts établis par la Commission. Cette augmentation quantitative peut être interprétée comme une réponse à la complexification croissante des enjeux politiques et des défis auxquels l'UE est confrontée, nécessitant une diversité d'expertises spécialisées pour éclairer les décisions prises par l'institution. Cette tendance à la hausse du nombre de groupes d'experts suggère que la Commission reconnaît l'importance de s'appuyer sur des conseils externes pour enrichir ses processus décisionnels et renforcer sa capacité à élaborer des politiques efficaces et adaptées aux réalités contemporaines. Elle met en lumière la valeur accordée à l'expertise externe comme un élément clé dans la formulation des politiques de l'UE et dans la gestion des défis complexes auxquels l'Union est confrontée. Ainsi, l'augmentation du nombre de groupes d'experts au fil des ans reflète la volonté de la Commission européenne d'intégrer davantage d'expertise externe dans ses processus décisionnels, soulignant ainsi l'importance croissante accordée à la consultation d'experts spécialisés pour informer et orienter les politiques de l'UE.

Les entretiens avec des acteurs clés ont également été inclus dans l'étude afin d'obtenir des points de vue internes et externes sur les enjeux liés aux groupes d'experts de la Commission européenne. Dans la première entrevue avec un membre de l'unité de transparence de la Commission, des renseignements essentiels ont été fournis concernant les actions internes visant à renforcer la transparence et la responsabilité des groupes spécifiques. La compréhension approfondie des initiatives visant à répondre aux critiques concernant la contestation de l'expertise au sein de la Commission a été facilitée par les informations obtenues. Dans le deuxième entretien, avec un membre de l'Alliance pour la Transparence du Lobbying et la Régulation de l'Ethique (ALTER-EU), a mis en avant les préoccupations de la société civile concernant la composition des groupes d'experts et le risque de captation par des intérêts industriels. Cette voix externe a contribué à éclairer les enjeux de légitimité et d'équilibre des intérêts au sein des groupes d'experts de la Commission européenne.

En soulignant ces points de vue, l'étude a mis en évidence l'importance de modifier les structures des groupes d'experts afin de faire face à la contestation de leur expertise. L'objectif de ces modifications est de consolider la légitimité et l'efficacité des processus décisionnels de l'Union européenne, en prenant en considération les demandes grandissantes en matière de transparence et de responsabilité. D'après l'étude, les institutions européennes doivent s'adapter à un contexte politique en constante évolution, caractérisé par des contestations croissantes et des demandes de légitimité accrues. Au sein de l'Union européenne, les changements apportés aux groupes d'experts visent à garantir une prise de décision éclairée et équilibrée.

V. Conclusion

L'analyse des groupes d'experts de la Commission européenne met en lumière plusieurs aspects importants qui nécessitent une analyse approfondie à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. Au niveau interne, il est clair que deux critiques soulignent que des initiatives ont été mises en place pour renforcer la transparence et la responsabilité des groupes d'experts. Les limites de la transparence demeurent, en particulier. Cela met en évidence l'importance

d'améliorer constamment les processus de prise de décision pour garantir une représentation équilibrée des parties prenantes. Malgré les efforts déployés pour renforcer la transparence, il reste encore des lacunes qui pourraient compromettre la légitimité des décisions prises par les groupes d'experts. Il est essentiel de continuer à faire des efforts pour rendre les processus de prise de décision plus ouverts et inclusifs. Il y a aussi le risque de captation des groupes d'experts par des intérêts particuliers, notamment industriels, demeure une préoccupation majeure. Malgré les tentatives visant à assurer une représentation diversifiée des intérêts publics, privés et de la société civile, il subsiste toujours un risque d'influence indue sur certains groupes d'experts. Pour contrer cette menace, il est essentiel de mettre en place des mécanismes solides de prévention des conflits d'intérêts, de garantir la transparence dans la sélection des experts et de renforcer la surveillance des activités des groupes d'experts.

En ce qui concerne les critiques externes, il est primordial de prendre en compte les discussions actuelles sur la contestation de l'expertise et les critiques croissantes à l'égard des processus décisionnels de l'UE. Ces critiques mettent en évidence l'importance d'une réflexion approfondie sur l'utilisation et la mise en valeur de l'expertise dans le contexte politique actuel. Ces échanges remplacent la légitimité et l'efficacité des processus de prise de décision basés sur l'expertise, soulignant l'importance d'une plus grande transparence, d'une responsabilité renforcée et d'une analyse critique de la façon dont l'expertise est utilisée et intégrée dans les politiques de l'UE. Par la suite, l'importance de garantir une représentation équilibrée des intérêts publics, privés et de la société civile est mise en évidence par les appels à une plus grande diversité des perspectives au sein des groupes d'experts. Cette variété de points de vue est fondamentale pour enrichir les débats, promouvoir une prise de décision éclairée et renforcer la légitimité des décisions prises par les institutions européennes. En assurant une représentation pluraliste des parties prenantes, les groupes d'experts peuvent mieux refléter la complexité des enjeux politiques et sociaux, favorisant ainsi des processus décisionnels plus inclusifs et légitimes.

Grâce à l'analyse de cette étude, il aurait été possible d'examiner de manière plus approfondie d'autres thèses sur la gouvernance de l'expertise. L'étude aurait pu approfondir sa compréhension des enjeux soulevés en incorporant des points de vue critiques provenant d'autres cadres théoriques ou d'études sur la gouvernance experte dans des contextes politiques variés. En comparant ces modèles de gouvernance d'expertise avec d'autres institutions européennes ou dans des contextes politiques différents, il aurait été possible d'explorer de nouvelles perspectives et d'élargir la portée des conclusions issues de l'analyse des groupes d'experts de la Commission européenne. En outre, une étude plus approfondie de l'aspect de la prise de décision politique aurait pu offrir un éclaircissement supplémentaire sur les liens entre l'expertise, la politique et la gouvernance au sein de l'UE. Ces deux points auraient pu renforcer la qualité de l'étude tout en nuancant les perspectives sur les défis concernant la gouvernance européenne.